

Gouvernance de l'eau sur terres coutumières en Nouvelle Calédonie : Changement de pratiques et de valeurs

Caroline LEJARS^{1,2}, Séverine BOUARD², Catherine SABINOT³, Charline NEKIRIAI^{2,3}

- 1- CIRAD, IAC, UMR Geau (Gestion de l'Eau, Acteurs, Usages)
- 2- IAC, Equipe TerAU (Territoires, Acteurs, Usages)
- 3- IRD, UMR 228 ESPACE-DEV (Espace pour le Développement)

La gouvernance de l'eau en Nouvelle-Calédonie est le fruit d'une organisation institutionnelle particulière, dotée d'un cadre réglementaire incomplet et en partie décalé par rapport aux usages et aux pratiques locales. Cette organisation est d'autant plus complexe qu'elle est différente en fonction du statut foncier des terres, les terres coutumières étant notamment exclues du domaine fluvial public d'après l'article 44 de la loi organique de 1999 modifié en 2009. Dans ce contexte, une première étude a été lancée pour analyser l'évolution des modes de gestion, des pratiques, et des valeurs associées à l'eau sur les terres coutumières en Nouvelle-Calédonie. Décrire et comprendre ces pratiques et leurs évolutions permet de contribuer à leur prise en compte dans la production de politiques publiques et de règles de gestion adaptées et reconnues pertinentes par les acteurs locaux.

La présentation vise à discuter les premiers résultats de cette étude. Dans un premier temps, nous repositionnerons la question de la gouvernance de l'eau sur terres coutumières dans un contexte international. Puis, en s'appuyant sur des archives et sur les premiers résultats d'enquêtes menées en Province Nord, nous présenterons les représentations associées à l'eau en terres coutumières, au travers des liens à la terre, à l'homme, à la langue, ou au sacré. Nous décrirons ensuite, sur la base d'une étude de cas, l'évolution des modes de distribution et de gestion de l'eau sur terres coutumières, depuis les tarodières « traditionnelles » jusqu'à la mise en place des réseaux d'eau potable. La communication éclairera ainsi l'impact de la colonisation puis du développement minier sur la gestion coutumière, le rôle actuel des communes et les enjeux potentiellement associés à la consolidation d'un cadre réglementaire. Nous discuterons enfin les perspectives de recherche, multidisciplinaires, ouvertes par ces premières investigations.